

Recebido em: 11/3/2011

Revisado em: 24/4/2011

Aprovado em: 20/5/2011

Honduras: Bipartidarismo, Representação e a Construção de uma Democracia de Cidadania¹

Honduras: Bipartisme, Représentation et la Construction d'une Citoyenneté Démocratique

Domínguez Avila, Carlos Federico²

Resumo: O artigo explora a evolução do sistema político hondurenho e suas implicações em termos de construção de uma democracia de cidadania.

Palavras-chave: Democracia de Cidadania; Honduras; América Latina.

Introduction

Au 29 Novembre, 2009, des élections ont eu lieu à la fois en Uruguay et au Honduras. Dans le premier cas, il s'agissait du second tour des élections présidentielles; dans le second cas, des élections générales - présidentielles, législatives et municipales. Le congé civique dans le pays de la Région du Rio de la Plata contrastait avec l'élection controversée du Honduras. En fait, au-delà d'un pas en

¹ Uma versão preliminar do artigo foi apresentada no V Congresso Latino-americano de Ciência Política.

² Doutor em História. Professor do Mestrado em Ciência Política do Unieuro.

avant dans la consolidation de la démocratie dans ce pays d'Amérique centrale, il y a prédominé l'absentéisme, la répression, l'incrédulité et le scepticisme évident en raison des événements de l'époque et du avenir politique du pays. Dans ce contexte, le présent document examine les récents développements politiques au Honduras, la situation actuelle - marquée par deux événements majeurs: le coup d'Etat de Juin 2009 et les élections de Novembre 2009 - et les scénarios d'avenir, notamment en termes de représentation et de la construction d'une citoyenneté démocratique.

Il convient de souligner que, initialement, pour la première fois depuis le retour à l'ordre constitutionnel - en 1981³ - un processus électoral a été fortement contesté au Honduras. La légitimité des élections a été mise en doute, pas seulement parce qu'elles ont eu lieu dans une période marquée par l'exaspération et la polarisation politique qui règne depuis la fausse chute du président José Manuel Zelaya Rosales, mais aussi parce que le processus lui-même servi les intérêts et les priorités de la coalition illégitime - composée principalement de chefs d'entreprises, de chefs militaires, de dirigeants politiques partisans, institutionnels et religieux. C'est-à-dire, il s'agit d'un processus électoral visant essentiellement à «blanchir» le malheureux coup d'État contre Zelaya et à établir un nouveau gouvernement - beaucoup plus conservateur et de droite - pour le mandat présidentiel à compter de Janvier 2010. En effet, pour

³ Le retour à l'ordre constitutionnel est le résultat de pressions internes et externes, après presque 20 années de régime militaire (1963-1981, sauf pour un bref intermède entre 1970 et 1972). Le processus de transition démocratique a été menée dans un contexte régional extrêmement complexe en raison des luttes de libération nationale dans les trois pays voisins (Nicaragua, El Salvador et Guatemala). Bien que toujours présente plusieurs irrégularités, la démocratie hondurienne progressivement réussi à légitimer et à éviter l'ouverture d'un conflit armé interne. Il est important d'ajouter que la transition du Honduras a suivi le modèle de réforme et avec une importante participation des élites politiques et sociales.

certains observateurs, il y aurait un lien hypothétique entre le renversement *manu militari* du président Zelaya et la réalisation d'élections générales.

Ainsi, il semble clair que le résultat des élections au Honduras pour Novembre 2009 affecte considérablement la qualité de la représentation parlementaire dans la politique locale / municipale, le réalignement des forces politiques et sociales, le présent et l'avenir de la démocratie dans le pays – et éventuellement dans la région d'Amérique centrale et le continent.

L'étude de la démocratie: une brève analyse conceptuelle

Le débat contemporain sur la démocratie et sur la consolidation démocratique est largement connu. Aux fins du présent texte, il est important de noter, en ligne avec la tradition aristotélicienne et le PNUD⁴, que la démocratie n'est pas et ne peut être considérée comme une série de processus électoraux périodiques, concurrentiels, libres et fondés sur le suffrage universel et sur le pluralisme politique partisan. C'est-à-dire, la démocratie ne peut être réduite à une polyarchie – ou démocratie électorale. Toutefois, pour exister et pour être consolidée, la démocratie a besoin d'observer les caractéristiques des polyarchies. Aussi, il convient de reconnaître que le fait même qu'il y a une polyarchie ou démocratie électorale constitue une avancée très significative, en comparaison avec les régimes autoritaires préexistants en Amérique latine et en d'autres continents.

Dans le même temps, on accepte et on part de la ancienne tradition Aristotélicienne de démocratie, entendue comme le gouvernement de tous et pour le bénéfice des pauvres. Ou, comme le

⁴ **PNUD**, *La democracia en América Latina*, Naciones Unidas, Buenos Aires, 2004.

disait récemment le PNUD⁵, la citoyenneté démocratique. Améliorer les démocraties électorales en vigueur, tout en progressant vers la citoyenneté démocratique, est peut-être le plus grand défi politique du peuple latino-américain au début du XXI^e siècle.

Ce n'est pas nécessaire de rappeler que la notion de citoyenneté démocratique vise à harmoniser son organisation politique, civile e sociale. Il n'est pas nécessaire aussi de mentionner que, finalement, la citoyenneté démocratique vise à contribuer de façon décisive dans le processus d'émancipation de l'être humain par le renforcement de la liberté, de la justice sociale et du progrès socio-économique – des raisons par lesquelles la consolidation démocratique est donc, à la fois, un événement historique et une préoccupation prioritaire pour les travailleurs et les secteurs subalternes de la société. Toutefois, peut-être il soit pertinent rappeler ici le caractère prophétique et profondément libérateur, implicite, intrinsèque et toujours sous-jacent des luttes pour la démocratie dans le monde aujourd'hui. Par conséquent, depuis l'époque d'Aristote jusqu'au rapport du PNUD soigneusement rédigé, il est entendu que la démocratie est plus que l'ensemble des règles pour élire, pour être élu et pour gouverner. La démocratie est aussi un mode de vie. C'est une façon d'organiser les relations entre l'État et la société, on assurant le développement constant de la participation civique. Cette dernière concerne la promotion du développement humain et la lutte contre la pauvreté, l'inégalité, l'exclusion et l'exploitation.

En outre, il est important de reconnaître que le Honduras et des nombreux autres pays du continent et du monde sont confrontés à un défi théorique et pratique de la consolidation démocratique.

⁵ *Ibid*

Essentiellement, la consolidation implique l'irréversibilité de la gouvernance démocratique en vigueur. Rendre les démocraties électorales actuelles à une citoyenneté démocratique consolidée c'est, comme déjà mentionné, l'une des défis politiques latino-américains au début du XXI^e siècle. Cette consolidation de la démocratie suppose, implicitement, une attention constante à leurs dimensions institutionnelles, d'attitudes (ie, la culture politique individuelle et collective) et des secteurs (en particulier les élites politiques de l'orientation démocratique), entre autres. Comme vous le savez, tout cela est particulièrement complexe dans les sociétés où les très anciennes disparités socio-économiques ne peuvent être négligées dans le contexte d'un système qui prêche et appelle à l'égalité formelle et réelle⁶.

Des démocraties électorales qui se trouvent dans un processus de consolidation doivent également rencontrer d'autres défis, tels que: *l'étatalité* – comprise comme la présence et l'efficacité du pouvoir politique démocratique sur l'ensemble du territoire de l'État – , l'éradication définitive des enclaves autoritaires et des vices traditionnels de gouvernement (la corruption, le clientélisme, etc.), surveiller et dénoncer des nouvelles formes d'autoritarisme, et promouvoir l'expansion des droits et des devoirs de la conception moderne de citoyenneté – et aussi reconnaître et répondre aux demandes spécifiques émergents (de genre, d'environnement, de développement régional, etc.).

La démocratie électorale en Honduras: progrès et défis

⁶ Maihold, G. et Córdova, R. "Democracia y ciudadanía en Centroamérica", *Centroamérica 2020/ Un nuevo modelo de desarrollo regional*, LACC, IIK et Nueva Sociedad, Caracas, 2002, pp. 301-329.

L'histoire politique du Honduras enregistre l'existence de processus électoraux depuis le début du XIXe siècle⁷. Toutefois, il s'agissait généralement d'élections sans démocratie et de l'orientation fondamentalement oligarchique - similaire à celle observée dans de nombreux autres pays d'Amérique latine. Si nous nous concentrons sur le cycle courant démocratique (1980-2010, voir le tableau 1), nous trouvons neuf élections nationales; le premier correspond à l'élection d'une assemblée constituante, et les huit autres représentent les élections présidentielles, législatives et municipales⁸.

⁷ Rouquié, A., "Honduras", *Las fuerzas políticas en América Central*, FCE, México, 1994, pp. 145-171.

⁸ Les élections présidentielles, législatives et municipales au Honduras sont caractérisées par une simultanéité dans la même journée (survenant sur le dernier dimanche de Novembre, tous les quatre ans), et le fait qu'elles sont effectuées en un seul tour. Cette simultanéité conduit à l'émergence de gouvernements unifiés, dans lesquels l'exécutif a le soutien de la majorité à l'Assemblée législative et aux municipalités, soit avec son propre banc ou en coalition avec l'un des trois petits partis existants. Il n'existe aucune expérience de «cohabitation» - c'est-à-dire, des gouvernements qui co-existent avec la prédominance de l'opposition au Parlement - dans l'expérience politique récente du Honduras. Ajenjo, N. "Honduras: as eleições de 2005 e a formação de governo em 2006", *Os processos eleitorais na América Latina (2005-2006)*, LGE, Brasília, 2008, pp. 333-346.

Tableau 1:
Elections nationales au Honduras depuis le retour à l'ordre
constitutionnel
(1980-2010)

Date	Type d'élection	Parti et candidat gagnant
20.4.1980	Assemblée constituante	Partido Liberal, Roberto Suazo Córdova préside l'Assemblée Nationale Constituante
29.11.1981	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Liberal, Roberto Suazo Córdova (1982-1986)
24.11.1985	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Liberal, José Simón Azcona Hoyo (1986-1990)
26.11.1989	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Nacional, Rafael Leonardo Callejas Romero (1990-1994)
28.11.1993	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Liberal, Carlos Roberto Reina Idiaquez (1994-1998)
30.11.1997	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Liberal, Carlos Roberto Flores Facussé (1998-2002)
28.11.2001	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Nacional, Ricardo Maduro Joerst (2002-2006)
27.11.2005	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Liberal, Manuel Zelaya (2006-2010)
29.11.2009	Présidentielles, législatives et municipales	Partido Nacional, Porfirio Lobo (2010-2014)

Source: Calculs de l'auteur.

Sauf pour les élections de Novembre 2009, tous les processus électoraux au Honduras, depuis le retour à l'ordre constitutionnel, ont été considérés comme libres, ouverts, légitimes et concurrentiels. Ils ont également été surveillés et évalués par des observateurs internationaux, à savoir, l'OEA, l'Union européenne, les Nations Unies, entre autres. Les résultats ont été respectés à la fois par les

partisans des différents gouvernements, comme par l'opposition et les acteurs politiques en dehors du parti (les syndicats, les entrepreneurs, les institutions religieuses). Le PNUD estime que l'index de démocratie électorale (IDE) du pays est de 1,0 (valeur maximale) depuis 1990⁹. Jusqu'à la survenance de la polémique et controversée déposition du président Zelaya, la mise en œuvre réussie des différents processus électoraux au Honduras a suggéré l'existence d'une démocratie électorale stable. Notez, par exemple, qu'à plusieurs reprises, l'opposition politique a réussi à triompher dans les urnes et a pris en main l'administration du pays. En outre, les garanties constitutionnelles fondamentales avaient été respectées, la représentation politique est considérée comme normale et appropriée, la voie électorale était considérée comme le seul mécanisme légitime disponible pour atteindre le pouvoir et l'accès aux principaux charges publiques (voir Tableau 2).

Tableau 2: Résultats des élections présidentielles, 1981-2009
(Milliers de votes)

	PL	PN	PINU	DC	UD	Votes valides	Votes nuls	Votes blancs	Total scruté	Recen sement électo ral
1981	636	491	19	29	---	1180	17	17	1215	s. d.
1985	786	701	24	30	---	1542	28	28	1598	1901
1989	777	917	34	25	---	1753	27	18	s. d.	s. d.
1993	907	735	48	20	---	1776	43	22	s. d.	s. d.
1997	1040	845	42	25	24	1976	87	34	2096	2902
2001	965	1137	32	21	24	2179	82	24	2285	3448
2005	999	925	20	28	30	2002	133	55	2190	3976
2009	817	1213	40	38	36	2144	93	61	2298	4340

Source: Tribunal Supremo Electoral de Honduras. * Renseignements préliminaires.
PL: Partido Liberal. PN: Partido Nacional. PINU: Partido Innovación y Unidad SD.
DC: Partido Demócrata Cristiano. UD: Partido Unificación Democrática.

⁹ PNUD, 2004, *op. cit.*

Le système de partis politiques: les vertus et les vices d'un système de parti unique consolidé

Le bipartisme consolidé est une autre des particularités du système politique-électoral du Honduras. Deux siècles d'institutions politiques dominant la scène électorale dans le pays: le Parti Libéral (centre, avec des courants internes d'une différente orientation idéologique) et le Parti National (droite). Outre ces deux grandes organisations, participent également trois petits partis: le Parti Innovación y Unidad (démocratie sociale), la Democracia Cristiana (centre droite) et l'unification démocratique (centre gauche). Il est à noter que le modèle du bipartisme Honduras est l'un des plus cohérentes de l'Amérique latine, en particulier si l'on voit l'effondrement de leurs homologues en Uruguay, dans la Colombie et en Venezuela.

Malgré certaines conséquences négatives, le bipartisme consolidé a garanti la stabilité et la prévisibilité de la politique locale. Les propres travaux de recherche du PNUD¹⁰ indiquent que, en général, les honduriens sont satisfaits du rôle joué par les principaux partis politiques. Aussi, plus de quatre-vingt dix pour cent des électeurs ont soutenu les candidats honduriennes des deux parties dans les élections depuis le retour à l'ordre constitutionnel. Et bien qu'on puisse être considéré comme des vestiges de l'autoritarisme, archaïsme ou le manque de développement d'une culture politique démocratique, le Honduras est le pays latino-américain où les électeurs sont les plus loyaux envers les partis politiques existants – cela suggère une forte identification de l'électorat avec les deux parties, et une volatilité électorale relativement faible dans le pays. Ce dernier aspect se reflète également dans une considérable – bien qu'en recul – participation électorale, et dans une préoccupation constante avec la politique paroissiale en général, et aussi avec le processus de consolidation démocratique, en particulier (voir Tableau 3).

Tableau 3:

Lignes directrices pour la démocratie, selon sondage réalisé dans 19
pays

	Honduras	Amérique centrale et Mexique	Amérique latina et Caraïbes
Démocrate	46,2%	46,6%	43,0%
Ambivalente	37,1%	33,8%	30,5%
Non-démocrate	16,7%	19,7%	26,5%

Source: PNUD, *La democracia en América Latina*, Naciones Unidas, Buenos Aires, 2004.

¹⁰ PNUD, 2004, *op. cit.*

Bien entendu, les partis politiques Honduriens souffrent aussi de nombreux défauts et les problèmes sont bien connus et identifiés dans d'autres pays d'Amérique latine. Parmi des défauts et des problèmes, les points saillants sont les suivants: l'opportunisme, dépolitisation excessive, l'impunité, la primauté patron, le clientélisme et la corruption. Pourtant, apparemment la soi-disante «crise des partis politiques» latino-américains n'est pas encore manifestée clairement ou définitivement, au Honduras. Rappelez-vous que la crise des partis politiques en Amérique latine est attestée par le manque de crédibilité des dirigeants politiques, la perte de légitimité des partis existants, la volatilité du vote, la forte mortalité des organisations politiques et la désaffection de la citoyenneté contre la bureaucratisation de la politique électorale.

Pour cela, vous devez ajouter quelques considérations supplémentaires actuellement présentes dans le contexte du système politique électoral hondurien :

- *Le débat sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques.* Les principaux acteurs politiques Honduriens n'ont pas atteint un consensus final sur le modèle - totalement privé, totalement public ou mixte des partenariats public-privé - pour continuer à financer les campagnes et les partis. D'une part, peu de ressources publiques peuvent satisfaire aux exigences financières des politiciens locaux; d'autre part, il y a le risque que des agents privés liés au crime organisé puissent s'infiltrer et pervertir le développement politique et démocratique du pays. En ce sens, il est nécessaire de trouver un équilibre dans le modèle de financement public-privé, qui prévaut dans les démocraties les plus stables du monde.
- *La démocratisation interne des partis politiques.* Ceci est particulièrement pertinent en ce qui concerne la sélection des

candidats et des dirigeants d'organisations politiques. Cette question mérite d'être attentivement surveillée par les organisations de la société civile. Il est utile de reconnaître que l'expérience du Honduras a certaines leçons positives, notamment le fait que, depuis 1985, il y a eu des élections primaires au sein des partis politiques pour la sélection des candidats à la présidentielle - et, parfois, pour les candidats municipaux. Les élections primaires sont ouvertes et au niveau national. Habituellement, elles se produisent un an avant l'élection présidentielle. Et elles permettent la participation de tous les citoyens inscrits au recensement électoral national. En d'autres termes, les élections primaires ne sont pas limités au personnel, aux gestionnaires et aux partisans d'un parti politique particulier. La réalisation d'élections primaires avec une large participation populaire donne naissance à des courants internes de l'orientation idéologique différente - en particulier au sein du Parti libéral -, renforce l'émergence de leaders de partis politiques et garantit un degré de transparence dans la politique locale. Toutefois, certains analystes craignent que l'unité et la discipline de parti subiraient aucun préjudice en raison de l'existence de différents courants internes avec autonomie croissante.

- *La séparation de la présidentielle, des élections législatives et municipales.* La possibilité de séparer et de programmer à différentes dates dans le calendrier politique des processus électoraux qui sont actuellement en simultané est une initiative lancée par les analystes de la politique hondurienne. Comme on le sait, dans de nombreux pays, les élections présidentielles, législatives et les élections municipales ont lieu à différents moments. Cependant, à notre avis, la séparation des élections pourrait finir par être contre-productive. Il est entendu que l'existence d'un gouvernement unifié

est une vertu qui conduit à la stabilité et évite un inutile, excessif et stressant appel politique-partisan-électoral à la société hondurienne.

- *Caractéristiques de la votation et de la répartition des sièges.*

Le système électoral du Honduras accepte l'existence de listes ouvertes - autrement dit, l'électeur peut choisir entre les candidats des différents partis politiques pour des postes dans l'exécutif, législatif et municipal - et aussi avec les solutions alternatives dans les différentes parties. En d'autres termes, les votes finissent par être non seulement libres, mais aussi dépersonnalisés, qui, pour la meilleure interprétation, est une pratique très positive et exige un renouvellement constant des candidatures dans les courants et partis politiques. Il est également intéressant d'ajouter que la répartition des sièges - les membres au Congrès et à la salle du conseil municipal - est menée selon les votes obtenues par parti et par les candidats, ainsi que d'une élection consciente - ce qui finit généralement en favorisant la représentation des petits partis chaque département (voir tableau 4).

- *Augmentation de l'absentéisme électoral.* Comme dans d'autres pays latino-américains, l'absentéisme électoral se produit également au Honduras. Bien que l'exercice du suffrage est juridiquement contraignant, dans la pratique, il n'y a pas de sanctions pour les citoyens qui ne participent pas aux élections du dépôt de son vote dans les urnes. Notez que le faible taux de participation au Honduras a varié de 22% en 1981 à plus de 50% en 2009. Les causes de cette tendance sont nombreux et incluent une certaine fatigue des élections, un certain scepticisme, le rejet des candidatures existantes et, surtout, l'émigration massive des citoyens honduriens pour l'étranger à partir des années 1990. Cette dernière est particulièrement préoccupante, car des nombreux électeurs honduriens absents font partie encore du recensement politique-

électoral et ne votent pas, simplement parce qu'ils résident à l'étranger¹¹.

Ajoutez à cela que, pour des raisons d'espace, on ne peut pas considérer ici des aspects techniques et institutionnelles, notamment les projets de réformes politiques et constitutionnelles. En général, ces projets ont des conséquences politiques dans les processus de consolidation démocratique, et sont similaires à ceux qui sont fondés dans d'autres pays d'Amérique latine, en particulier quand il s'agit de questions comme la décentralisation et le développement local, les relations entre les sexes et les races, les mécanismes de contrôle administratif et de la technologie électorale¹².

En substance, au début du XXI^e siècle, le pays d'Amérique centrale semblait être une démocratie électorale stable. Des progrès politiques et électoraux accomplis au Honduras depuis le retour à l'ordre constitutionnel jusqu'au coup d'État de Juin 2009 ont été nettement significatifs, éloquents et même surprenants, compte tenu de l'expérience récente de l'Amérique latine. Bien sûr, il y a encore beaucoup de tâches en attente pour réussir à la construction de la citoyenneté démocratique dans le pays. Honduras montre des avancées significatives dans la citoyenneté politique et dans la citoyenneté civile, mais des très graves et inacceptables retards en termes de citoyenneté sociale. Par conséquent, il semble évident que la démocratie électorale en cours au Honduras ne se transformera

¹¹ D'après un recensement électorale calculé en quatre millions de honduriens avec droit de vote, au moins un million d'électeurs vivent à l'étranger - surtout des émigrants depuis les années 1990. Et les tentatives des autorités électorales honduriennes pour atténuer cette anomalie n'ont pas eu de bons résultats jusqu'ici. Dans le même temps, les tentatives pour garantir les droits politiques aux honduriens électeurs vivant à l'étranger - principalement vers honduriens vivant aux Etats-Unis d'Amérique - n'ont pas eu des résultats positifs en termes de total de votes, et ont été trop coûteux pour les caisses de l'Etat. Il serait intéressant si vous pouviez recommander toute étude ou un article à ce sujet.

¹² Maihold et Córdova, 2002, *op. cit.*

pas en une citoyenneté démocratique, jusqu'à ce que les défis de la pauvreté, de l'inégalité, de l'exclusion et de l'exploitation soient sensiblement réduits et finalement surmontés – ce qui, dans la pratique, comme on le sait, est quelque chose extrêmement difficile à réaliser.

Les élections générales de Novembre 2009: Les acteurs et les résultats

Sans aucun doute, le coup d'État de Juin 2009 est un fait qui marque un tournant dans le processus de démocratisation en vigueur au Honduras depuis la décennie de 1980¹³. Même s'il n'est pas possible d'évaluer, dans cet espace, l'origine et l'évolution de l'illégitime et infâme déchéance du président Zelaya, il devient assez clair que cet épisode est terminé avec de graves conséquences à l'égard de la tenue du processus électoral en Novembre de 2009¹⁴, ainsi que ses conséquences en termes de représentation politique, la culture politique, les relations civilo-militaires, la théorie démocratique, entre autres.

Dans ce contexte de répression, de coup d'État et de manichéisme idéologique, les élections se sont révélées manifestement faussées, comme suit:

- Les élections générales au Honduras n'ont pas été vraiment libres ni concurrentielles. Notez que certains candidats - dont un candidat aux présidentielles, des nombreux candidats pour les députés, les maires et les membres du Conseil - ont décidé de

¹³ Domínguez, C., "Honduras: vicisitudes en la construcción de una democracia de ciudadanía" *Contribuciones a las Ciencias Sociales*, Num. 5 (Julio-Septiembre de 2009), disponible en: <http://www.eumed.net/rev/cccss/05/cfda.pdf>, consultation au 22 Décembre 2009.

¹⁴ Fait important, les élections générales ont été programmées à l'avance et que - contrairement à ce qui apparaît normalement dans la presse conservatrice - le président Zelaya n'était pas un candidat pour la réélection. L'unique fait réellement imprévisible était un coup d'État oligarchique en plein XXIe siècle.

se retirer de l'élection, invoquant l'absence de garanties politiques et de sécurité personnelle. La liberté des électeurs de choisir entre différentes alternatives a été tellement réduite par la prévalence d'un climat de tension politique et de répression intense aux citoyens qui, autant étaient en désaccord avec le coup, autant appuyaient des organisations politiques radicalement contraires aux événements en cours dans le pays, depuis le renversement du président Zelaya. Au milieu des tensions politiques, les protestations contre le coup, et surtout après le retour furtif de Zelaya et son refuge au siège de la représentation diplomatique brésilienne à Tegucigalpa - qui fut encerclée par l'armée -, la campagne des différents partis politiques a fini par être dominée par la position des candidats devant le gouvernement répressif de M. Roberto Micheletti et ses acolytes. Étonnamment, l'attitude conciliante du candidat du Parti National, Porfirio Lobo, a entraîné un important progrès pré-électoral (1,2 millions de voix, soit 56% des voix valides)¹⁵, au détriment du candidat officiel, libérale, Elvin Santos, qui a montré une légère ambiguïté face à des événements - qui coûtent certainement le grand nombre de votes pour sa candidature et au Parti libéral en général (800.000 voix, soit 37% des voix)¹⁶.

Il y a un considérable scepticisme quant à la véracité et la transparence des données publiées par le Tribunal Supérieur Électoral

¹⁵ Dans le contexte de la crise, Lobo s'est présenté comme un humaniste de centre et a exprimé leur intérêt dans la résolution constructive de la difficile situation, avec la participation de Zelaya et les autres acteurs politiques.

¹⁶ Notez que, avant le coup de Juin 2009, il était possible de prédire une éventuelle transformation du bipartisme consolidé dans un système de parti prédominant, où le libéralisme pouvait commander la politique du Honduras. Toutefois, les différences idéologiques entre les factions internes du Parti Libéral lui-même (Zelaya, Micheletti, Santos, etc.) l'ont affaibli de façon assez importante.

du Honduras. En effet, certains analystes ont exprimé leur profonde préoccupation devant la possibilité que les résultats de l'élection troublée pourraient éventuellement être altérés au profit des partis et des candidats proches de la coalition du coup d'État, et pour "gonfler" artificiellement le taux de participation qui a été certainement moins substantielle que l'annoncé par les autorités, apparemment dans le but de contribuer à légitimer les élections. L'absentéisme, défini comme l'absence délibérée des citoyens de voter aux élections, même en tant que mécanisme pour protester contre le coup d'État et ses conséquences, a été supérieur à 50% du standard électoral en vigueur (4,3 millions d'électeurs inscrits)¹⁷.

- L'absence d'observateurs internationaux reconnus - en particulier l'Organisation des États Américains et l'Organisation des Nations Unies - et la répudiation de nombreux acteurs étatiques et non étatiques des pays ayant des liens et des intérêts avec la démocratie du Honduras, ont été également des facteurs qui ont marqué - négativement - la crédibilité et la légitimité des élections. Notez que peu de gouvernements ont reconnu les résultats¹⁸. Cette situation génère une grande pression sur les élus pour faire face aux nombreuses pressions internes et externes pour une restructuration démocratique réelle au Honduras, et pour éviter ainsi le prolongement de la crise jusqu'au prochain mandat présidentiel, et

¹⁷ Il convient de mentionner que la victoire du Parti National a été rendue possible par le boycott délibéré mené par le Front de résistance nationale contre le coup d'État et par des larges segments du Parti libéral - beaucoup d'entre eux-ci dans la répudiation de la conduite de la direction du parti et en particulier les ambivalences du candidat du parti. Pour cela, il faut ajouter la présence importante d'électeurs honduriens qui n'ont pas pris part au vote parce qu'ils résident à l'étranger, principalement aux États-Unis.

¹⁸ Jusqu'à présent, on connaît seulement l'acquiescement d'une partie des gouvernements des États-Unis, Colombie, Taïwan, le Costa Rica, Panama et Pérou. La plupart des pays sur le continent et le monde continuent d'objecter à la fois le coup d'État ainsi que l'élection.

résoudrait aussi les problèmes difficiles résultants de la répression et des abus de droits.

- La représentation politique à la fois au législateur national, comme dans le bureau municipal, a favorisé le Parti National conservateur. Avec plus de 70 députés au Congrès Monocaméral nationale (composée de 128 représentants, voir le tableau 4), la prévalence dans 15 des 18 départements du pays (y compris plusieurs des principaux départements), et un grand nombre de maires et les conseils municipaux, le Parti National aura le pouvoir politique en différents niveaux, depuis Janvier 2010. L'apparente facilité de gouverner le pays peut finir par être trompeuse, surtout si le président élu Porfirio Lobo ne pas réussir à conclure un accord politique juste et démocratique avec le président Zelaya et d'autres forces sociales et politiques qui ont résisté vaillamment à la tentative de coup. Notez que, dans l'absence d'une telle alliance de la bonne gouvernance, les turbulences sociales et politiques seront héritées par le nouveau mandat présidentiel, avec des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la société hondurienne.

Tableau 4: Les représentants élus au Congrès national du Honduras
(2001, 2005, 2009)

	Deputés élus en 2001	Deputés élus en 2005	Deputés élus en 2009
Partido Nacional	61	55	71
Partido Liberal	55	62	45
DC	3	4	5
UD	5	5	4
PINU	4	2	3

Source: Tribunal Supremo Electoral de Honduras.

Considérations finales

Au moment où j'écris cet article – c'est-à-dire, en Mars 2010 - la crise politique hondurienne demeure en vigueur. Il semble évident que l'élection générale ne permet pas de résoudre la grave situation créée par le coup d'Etat de Juin 2009. Et l'investissement en charge de président pour Porfirio "Pepe" Lobo, Janvier 27, un fait malgré important, n'est pas nécessairement déterminant pour résoudre l'actuelle crise politique, économique et social¹⁹. En ce sens, revenir effectivement à l'ordre démocratique est une condition *sine qua non* pour mettre le pays sur la voie du développement humain et la coexistence de l'hémisphère vertueux.

Dans un récent voyage de recherche au Honduras, qui s'est tenu dans la première quinzaine de 2010, nous avons vu les graves conséquences de la polarisation et de la tension sociopolitique qui prévaut dans le pays. J'ai aussi remarqué que la base électorale du nouveau gouvernement hondurien a été réduite et que l'identification présumée de la société avec le régime est, au moins, discutable. On pourrait accuser quelque chose pareille à l'égard d'une apparemment confortable majorité nationaliste au Congrès. On doit se souvenir que le président Lobo a gagné une élection très controversée et polémique, dans lequel prédomine la répression, l'absentéisme et le

¹⁹ Il convient de mentionner que, pour les secteurs les plus intransigeants de la résistance du Honduras, le prochain mandat présidentiel (2010-2013) souffrira d'une vice d'origine sans précédent et infranchissable, résultante d'un coup d'État, d'une honteuse réaction oligarchique et d'une campagne électorale avec une discutable légitimité interne et externe.

boycott des segments importants de la société hondurienne. En conséquence, comme il devrait l'être, il y a encore beaucoup de scepticisme politique dans la société. De même, dans le champ extérieur, la réintégration et la reconnaissance internationale du gouvernement nationaliste semblent être le sujet de négociations complexes avec d'autres pays et instances de l'hémisphère – même si l'on maintient la reconnaissance du Honduras comme un acteur juridique international.

Paradoxalement, même après la victoire - à la Pyrrhus - dans les urnes, M. Lobo s'est avéré être pratiquement empêché par des agents du régime *de facto*, dirigé par Roberto Micheletti, de projeter, avec les forces de la résistance anti-coup, un accord politique minimal pour la gouvernance pour la période du parti Démocrate 2010-2013. Un tel comportement de l'oligarchie locale certainement n'annonce pas une solution immédiate, vertueuse, constructive et générale pour la crise post-coup d'Etat.

En ce sens, le futur gouvernement du Honduras devra contribuer de manière décisive à réconcilier la nation honnêtement et véritablement - ce qui signifie faire des grands concessions politiques aux secteurs subalternes, au zelayisme, et à la résistance populaire. Notez que la principale exigence structurelle mise sur la table des négociations depuis avant le coup d'Etat contre le président Zelaya est la convocation d'une Assemblée constituante en 2010 ou 2011. Punir les crimes prouvés et systématiques contre les droits de l'homme commises par la dictature répressive semble être une question plus complexe - même pour les liens traditionnels entre le Parti national conservateur et les militaires. Accorder une compensation équitable pour les victimes du coup et, par surcroît, répondre aux réclamations des personnes poursuivies, humiliées et

torturées par les agents de la répression, cela fera également partie d'une politique sage et éclairée de la réconciliation nationale. En outre, dans le domaine politique, il semble plausible la reconstruction politique-électorale du Honduras, avec l'éventuelle réunification de la gauche populaire et zelayiste.

En l'absence d'une position délibérée de la réconciliation nationale, les scénarios plausibles pour l'avenir politique au Honduras sont négatives ou pessimistes. On peut certainement inclure dans cette sombre prédiction un nombre élevé et croissant des troubles politiques et sociaux, le début d'un cycle de brefs gouvernements, incapable de confirmer sa légitimité, la violence politique, une désaffection politique-électorale, et l'ostracisme en termes de participation internationale - en particulier parce que la combinaison temporelle du coup d'Etat avec des élections sans démocratie pourrait créer un précédent terrible pour les autres pays en Amérique latine. Il convient d'ajouter que Zelaya et Lobo, parmi d'autres nombreux acteurs politiques et sociaux honduriens, semblent être conscients des perspectives désastreuses du pays. En conséquence, nombre d'entre eux seraient disposés à parvenir à un accord acceptable, raisonnable et efficient pour le système politique, pour la société au Honduras et pour la communauté internationale.